

**Manifestation Nationale
à Paris
le 25 Novembre à 14h30
place de la Bastille**

En avant toutes ! Ensemble défendons les droits des femmes

Pour le droit à l'avortement et à la contraception

Pour le droit à l'emploi

Pour une réelle égalité entre les femmes et les hommes

Contre la remonté de l'ordre moral

Premiers Signataires

CADAC, Coordination Féministe, ANCIC, MFPP, Assemblée des Femmes, Collectif de Défense des Droits des Femmes, Nouvelles Questions Féministes, Union des famille laïques, Dialogue de femmes, Agir contre le Chômage, Alternative Libertaire, Fédération Anarchiste, Ras l'Front, Initiatives Républicaines, F.S.U, Fédération Sud PTT, CGT Ministère Affaires Sociales et Travail (Administrations Centrales), Unef-Id, SNES-FSU, PCF, CGT, UGICT-CGT, FUTUR (Refondateurs communistes), JCR-RED, LDH, Fédération CRC, PS, SGEN-CFDT, FCPE, LCR, les Verts, Convention pour une Alternative progressiste, UFAL, FGTE/CFDT.

ÉDITORIAL

Ce numéro, petit par la taille, est consacré à un sujet d'une importance capitale: le retour en force des stéréotypes sexuels et la défense *ipso facto* des rôles traditionnels des sexes: on pourrait, on devrait même dire des sexes tout court: de la division de l'humanité en deux "sexes", division qui est produite par ces rôles "différents". Ici, c'est de la réaffirmation de cette idéologie dans la "science" dont il s'agit. Mais cela fait partie d'un mouvement de réaction beaucoup plus large. La défense des rôles traditionnels, des divisions hiérarchiques de l'humanité, est gravée dans les productions intellectuelles; mais ce ne sont pas ces dernières qui mènent le bal. Sans nécessairement reprendre en tous ses aspects la distinction peut-être un peu simpliste entre infrastructures et superstructures, on ne peut non plus accorder aux productions intellectuelles la place de leader, ou l'autonomie que certains, et particulièrement les scientifiques les premiers, voudraient leur donner. Pratiques et discours forment un tout, ou plutôt des figures compliquées, parfois en décalage apparent, comme les mouvements d'un ballet, mais tels des danseurs, ils retombent sur leurs pieds au même moment, et la synchronisation qui avait pu échapper à l'oeil pour quelques minutes est finalement réinstaurée.

Que la situation des femmes stagne ou se dégrade ne fait aucun doute, en tous les cas pas pour les féministes. Ce qui ne signifie pas qu'elles soient toujours d'accord sur les causes de cette dégradation, et encore moins sur les remèdes. On l'a vu et on continue de le voir avec le débat sur la parité, ou plutôt sur les moyens d'atteindre une présence égale des femmes dans le monde politique — et sur l'efficacité à en attendre. Les mêmes débats, et le même potentiel polémique, existent à propos de la "situation" algérienne — euphémisme pour désigner la guerre civile qui dévaste une partie du Maghreb; à propos du "voile", terme qui désigne de façon révélatrice le foulard "islamique", ou plutôt de la façon d'interpréter son port en France, et de traiter les jeunes filles qui le portent.

Ces sujets qui divisent, la revue ne les a jamais évités, car les éviter, ce serait nier la réalité des débats et des réflexions qui agitent le mouvement féministe, qui sont le mouvement féministe. Sans débats, sans discussion, il n'y a plus de mouvement. C'est pourquoi nos prochains numéros leur seront encore consacrés.

Ceci ne signifie pas que tous les débats soient de même valeur du point de vue du développement de la pensée et de l'action féministes: tous les arguments ne sont pas aussi bien informés les uns que les autres, et surtout, tous ne sont pas nouveaux, loin de là. On a souvent l'impression de faire du sur place, ou, pire encore, on ne sait pas qu'on fait du sur place, que les mêmes débats ont eu lieu il y a trente, cinquante, voire cent ans. De ceci, de cette sensation d'éternel recommencement, deux choses sont responsables: notre ignorance de notre propre histoire, et la force de la réaction. Nous avons tendance à penser qu'une fois qu'une chose est dite, et prouvée, c'est une fois pour toutes et que personne ne va revenir dessus. Et pourtant! L'effacement délibéré des féministes de l'histoire qui a eu pour effet que nous ne connaissons que partiellement, grâce au travail des historiennes, en quoi nous n'innovons pas et en quoi nous innovons — peu —, est également responsable de l'insouciance des jeunes générations. L'exemple le plus notable de cet effacement de l'histoire même la plus récente et de ses effets, escomptés et atteints par les pouvoirs patriarcaux, est l'attitude de nombreuses jeunes femmes vis à vis de l'avortement. La plupart n'ont aucune idée que le droit à l'avortement est une conquête récente, qui a été obtenue de leur vivant; la plupart y voient un acquis à la fois ancien et définitif; la plupart ne se rendent pas compte des dangers qui guettent ce qui n'a jamais été un droit à proprement parler, et qui l'est de moins en moins. Les attaques dont il fait l'objet sont minimisées ou attribuées à la "frange dérangée" (the lunatic fringe) des diseurs de prières qui s'enchaînent aux lits dans les centres d'I.V.G.. Le rôle de l'État, qui n'a cessé, et bien avant le retour de la droite, de rogner sur les crédits, les équipements, et l'interprétation de la loi elle-même, est ignoré. De surcroît, peu voient qu'il ne s'agit pas d'une attaque isolée, dans aucun sens: c'est partout dans le monde occidental que l'avortement est remis en cause: aux États-Unis, où État après État limitent les conditions de l'avortement — le jugement de la Cour Suprême les empêchant, jusqu'à

présent, de l'interdire purement et simplement; en Pologne, où il a été supprimé d'un trait de plume; en Allemagne, depuis le jugement de la Cour suprême de Karlsruhe l'année dernière.

Pire encore, bien peu sont celles qui voient les liens entre les menaces contre la disposition de son corps et les menaces contre l'indépendance économique que les femmes avaient réussi à conquérir par le travail salarié. Or là où l'avortement a été supprimé ou est en danger, l'emploi des femmes est également menacé. C'est frappant en Allemagne, où les femmes de l'ex-R.D.A. ont tout perdu à la fois. Mais pour être moins brutal, le même changement pour le pire menace les femmes en France.

Les jeunes ne sont pas inquiètes, et les autres sont lasses: nous nous sommes déjà battues pendant quatre ans à partir de 1971. Faut-il recommencer? Oui, il va falloir recommencer.

Et ce ne sera pas exactement le même combat. L'amendement à la Constitution irlandaise, passé en 1983, grande défaite des féministes irlandaises, n'était pas, comme on pouvait le croire, les restes folkloriques d'un ultra-catholicisme, ses derniers feux et soubresauts anachroniques. C'est ce à quoi tendent, dans tous les pays occidentaux, non seulement les forces énormes de l'Église catholique, c'est ce à quoi tendent tous les ennemis des femmes, ce qui explique que le Vatican, déjà fort de ses nombreux fidèles et de ses richesses matérielles colossales, a de nombreux alliés en cette matière, et en particulier les autres religions. Comme ils ne peuvent plus s'attaquer directement aux droits des femmes, nos adversaires ont adopté comme nouvelle stratégie d'inventer une nouvelle "personne" (Delphy, "Avertissement aux malfaisants", N.Q.F., N° 4, 1992). Dans les années — non, dans les mois qui viennent —, ce qui sera débattu, ce sera le "statut de l'embryon". La récente décision de justice relaxant des opposants à l'I.V.G. n'est qu'un signe avant-coureur de cette tactique. On s'aperçoit, à cette occasion, que la loi permettant l'I.V.G. en France, en l'interdisant dix semaines après "la conception", a implicitement donné le statut d'être humain à l'embryon de plus de dix semaines, au fœtus. Et que tout ce qui reste à faire à ces messieurs, c'est de se demander si l'embryon de moins de dix semaines n'est pas un être humain aussi.

Beaucoup de féministes et de médecins disent ne pas vouloir s'engager sur ce terrain, qui serait celui de l'adversaire. Mais il est rare qu'on gagne des batailles sans jamais se confronter avec l'adversaire, d'une part, et donc le rencontrer sur un terrain, qui n'est pas forcément celui de notre choix; d'autre part, il est extrêmement grave de lui laisser le champ de l'éthique et de la définition de la personne: ce champ ne lui appartient pas, et d'autant moins qu'il ne le revendique que pour s'attaquer à la qualité de personnes des femmes. Mais surtout, lui laisser ce champ, c'est permettre que les gens, les jeunes en particulier, n'entendent qu'un son de cloche, qu'une réponse aux questions qu'elles et ils se posent légitimement, et faire penser aux gens que nous n'avons pas de position éthique.

La nébuleuse ultra est maintenant au gouvernement, et, insulte suprême, c'est l'une des personnes qui ont démantelé les six centres du Planning Familial du Nord qui est chargée du service des droits des femmes: chargée de mettre en oeuvre le programme annoncé dans le rapport français à Pékin que j'ai analysé dans le premier numéro de cette année. C'est Madame Coddaccioni, auteure du fameux rapport sur la famille commandité par le gouvernement Balladur, rapport qui commençait par : "le fruit de vos entrailles est béni". Sa première interview est claire (quoiqu'elle fasse attention à ne pas paraître trop ouvertement anti-féministe, mais c'est au moment où il s'agira de subventionner les groupes féministes que l'heure de vérité sonnera): l'avortement n'est pas un droit, c'est une charité que l'on fait à une femme "en détresse". Il faut pleurer pour l'avoir. Certaines et certains pensent que c'est regrettable, mais le reflet ou la conséquence des "inégalités" devant la "nature reproductive" entre les hommes et les femmes. D'une façon ou d'une autre "une femme c'est fait pour souffrir" (Christiane Rochefort, 1971). En réalité, c'est le contraire qui se passe: interdire ou limiter l'avortement, c'est créer la détresse. De la contrainte à l'hétérosexualité, en passant par les contraintes de l'hétérosexualité, en particulier l'importance des pratiques coïtales et fécondantes, tout concourt à produire des individus toujours guettés par une détresse ou une autre: ce qu'on appelle des femmes. Une confirmation de plus qu'on ne naît pas femme, on le devient à travers des pratiques coercitives, humiliantes, et singularisantes pour finir, car si tout le petit monde est humilié, il n'est pas

tout humilié de la même façon: d'où la figure de la femme, celle de l'ouvrier, celle de l'intouchable, etc.... toutes censées exprimer non pas des pratiques imposées à des individus, mais l'essence singulière et pourtant collective de ces individus, devenus des groupes sociaux, puis naturalisés — tenus pour naturels et antérieurs à la société par la société même qui les a créés. Ce que la science confirme, comme le montrent Hurtig et Pichevin dans le dernier de leurs lumineux articles ("Psychologie et essentialisme: un inquiétant renouveau").

Comment, pourquoi, des victimes de ces "dispositifs" (pour parler le langage aseptisé de Foucault) peuvent-elles en être les agents, voilà une question que l'on se pose depuis l'aube du féminisme, et des mouvements de libération plus généralement, mais à laquelle on n'a pas consacré suffisamment de réflexion, et en tous les cas jamais apporté de réponse. On parle de "résistance" — mais tout devient résistance pour certaines: ainsi, survivre, à tout prix, serait selon certaines historiennes féministes, de la résistance. Donc, collaborer pour survivre serait aussi de la résistance: les mots n'ont plus de sens. D'autres comme Nicole-Claude Mathieu, affirment que "céder n'est pas consentir"* . Autant on la suit quand elle oppose cette analyse à celle de Godelier en ce qui concerne la Nouvelle-Guinée, autant on se demande si ce distinguo rend bien compte du cas de Mme Coddaccioni et de tant d'autres comme elle: il me semble que la piste réside plutôt, en ce qui concerne les femmes de droite — et par là j'entends les anti-féministes — dans l'étude de la conscience nécessairement divisée des opprimés, de la schizophrénie normale, constitutive de la situation d'oppression. Ce qui n'exclut pas les calculs et les stratégies de collaboration conscientes et cyniques.

La planification de la revue, qui se fait des semestres à l'avance, ne permet pas de "coller" à l'actualité; mais les éditoriaux sont faits, entre autres, pour la rappeler. La rentrée sera la rentrée de la lutte, non seulement contre les extrémistes, mais contre tout un courant de l'opinion publique de plus en plus hostile à l'avortement, pour de mauvaises raisons — l'anti-féminisme — mais aussi pour de bonnes raisons: parce qu'elles et ils ont fini, à force justement de n'entendre qu'un son de cloche, par se demander si l'avortement n'est pas un meurtre, et qu'ils sont opposés au meurtre. Notre

tâche sera difficile: il faut démontrer, ce que les catholiques de gauche ont commencé à faire (voir le dernier numéro de *Golias*), que la hiérarchie catholique, Wojtyla en tête, ne s'empare des thèmes chers à la sensibilité humaniste — la "culture de vie" — que pour la tourner contre elle-même, et ne s'en cache d'ailleurs pas, puisqu'ils disent ouvertement qu'ils veulent se débarrasser de la civilisation des "droits de l'homme" (sic). L'indifférence à la réalité de la vie et de la souffrance humaines est manifeste dans la dernière encyclique papale: mais encore faut-il le montrer, et surtout, dire nous-mêmes ce qu'implique une vision humaniste en matière de définition de la vie et de la personne. Nous avons les moyens de gagner cette bataille, car la majorité de la population n'accepte plus cette indifférence de la religion et du pouvoir en général au sort de l'individu, à condition de sortir nos revendications de leur gangue d'implicite et de montrer qu'elles sont une simple défense des droits humains fondamentaux.

Avec une quinzaine d'autres groupes, dont l'ANEF, N.Q.F. a formé au printemps la seule coalition de groupes qui ne fasse pas de compromission avec Psych et Po, la "Coordination féministe". Celle-ci se propose d'organiser, avec la CADAC (Coordination des associations pour le droit à l'avortement et à la contraception), une grande manifestation publique le 25 novembre, centrée sur quelques revendications-clés: le droit à l'emploi, le refus tant du temps partiel que des allocations parentales (sic) destinées à sortir les femmes du marché du travail, l'abolition de la loi scélérate de 1920 — toujours en vigueur — et la réforme de la loi de 1975, en particulier l'alignement des délais sur les normes européennes (24 semaines); la fin de ce scandale qui voit à présent un service créé pour les femmes être dirigé contre elles, et la création d'un véritable ministère de l'égalité entre femmes et hommes, rattaché directement au premier ministre, comme l'exige la Convention pour l'élimination de toutes les discriminations contre les femmes, dont il faut rappeler que la France l'a ratifiée.

Christine Delphy

Marie-Claude Hurtig et Marie-France Pichevin

Psychologie et essentialisme : un inquiétant renouveau

Résumé

Marie-Claude Hurtig et Marie-France Pichevin: "Psychologie et essentialisme: un inquiétant renouveau".

Les liens entre caractéristiques psychologiques féminines et masculines et catégories de sexe ont été depuis les débuts de la psychologie objet de débats et de controverses et alimentent à intervalles réguliers la presse grand public et la vulgarisation scientifique. Les recherches des années 70 avaient amené à dissocier sexe et genre. Mais, probablement en relation avec la crise sociale actuelle, on assiste à une recrudescence de l'idée de natures féminine et masculine irréductiblement différentes, idée qui privilégie une dichotomie rigide à fondements biologiques et qui a tendance à nier les déterminants sociaux. Dans cet article, nous avons cherché à montrer comment des faits et arguments scientifiques sélectionnés et détournés viennent soutenir cette pensée sociale. Son décalage avec les arguments scientifiques est analysé au regard de sa fonction idéologique. Enfin, nous avons recherché dans la littérature scientifique récente les origines et/ou les échos du discours social.

Abstract

Marie-Claude Hurtig et Marie-France Pichevin: "Psychology and Essentialism: A Disturbing Resurgence".

Since the beginning of psychology, the link between sex categories and feminine and masculine psychological characteristics has been a highly controversial issue, which has regularly appeared in both popular science and general public publications. Following the research of the seventies, the necessary dissociation of sex and gender became widely accepted. But probably due in part to the current social crisis, we are seeing a resurgence of the belief that the feminine and masculine natures are irreducibly different. This idea is based on a strict, biological dichotomy which denies virtually all social determinants. The aim of the present paper is threefold: (1) to show how this social ideology is in fact only supported by a selection of scientific arguments, (2) to discuss the ideological function of these deviations and resulting distortions, and (3) to attempt to pinpoint the roots and/or echoes of this social discourse in the recent scientific literature.

Stephanie Shields (1975), analysant la littérature psychologique du début du siècle sur les différences entre les sexes, constatait que "certaines questions cessent d'intéresser, non parce qu'elles ont été résolues, mais plutôt parce qu'avec l'évolution du milieu scientifique et social, elles perdent toute crédibilité en tant que 'mythes' scientifiques. Les temps changent, et avec

* MATHIEU, Nicole-Claude (1985). "Céder n'est pas consentir". In Nicole-Claude MATHIEU (Éd.), *L'Arraînement des femmes. Essais en anthropologie des sexes*. Paris: É.H.É.S.S. Repris dans Nicole-Claude MATHIEU (1991). *L'Anatomie politique. Catégorisations et idéologies du sexe*. Paris: Côté femmes.